

# Montée des profits et de la pauvreté **Un bilan de dix ans de blairisme**

**Ce texte du groupe Workers Fight est paru en français dans la revue *Lutte de Classe* de l'Union communiste internationale...plus connue sous le nom de *Lutte ouvrière*.**

*Ni patrie ni frontières*

Dans le rapport de l'Unicef sur le bien-être des enfants dans les 21 pays de l'OCDE publié en février dernier, la Grande-Bretagne arrive bonne dernière. Ainsi, ce pays, l'un des plus riches d'Europe, qui figure au cinquième rang mondial en termes de Produit intérieur brut, réserve à ses enfants le sort le moins enviable de tous les pays industrialisés !

Dans ce classement, on trouve bien en avant-dernière position les Etats-Unis. Mais, après tout, ceux-ci n'ont jamais eu l'équivalent de la protection sociale offerte par le «welfare state» britannique. En revanche, loin devant la Grande-Bretagne, en neuvième position, on trouve l'Irlande, cette ancienne colonie britannique qui exporta pendant plus de 150 ans sa population pauvre vers la Grande-Bretagne !

Comme le note le rapport de l'Unicef, la pauvreté infantile tend à se traduire par des problèmes de santé, des troubles de l'apprentissage ou du comportement et de mauvais résultats scolaires. Chez les adolescentes, elle se traduit par une fréquence plus grande des grossesses précoces. Et quand ces jeunes arrivent à l'âge adulte, elle se traduit par une incidence plus élevée du chômage et une plus grande dépendance vis-à-vis du système de protection sociale. On croirait lire une description de l'Angleterre de Blair !

En mars 2006, moins d'un an avant la publication de ce rapport de l'Unicef, Blair et John Hutton, son ministre des Affaires sociales, avaient publié un opuscule luxueux vantant la façon dont le gouvernement travailliste avait fait reculer la pauvreté. Dans son introduction, Blair écrivait: «Nous nous approchons maintenant de la moyenne européenne en matière de pauvreté infantile, au lieu d'être parmi les plus mal placés – et nous enregistrons sur ce plan les meilleurs progrès de tous les pays de l'UE.» Vraiment ? C'est pourtant l'inverse qui ressort du rapport de l'Unicef.

La réalité, c'est que les inégalités sociales se sont creusées à partir du début des années 80, sous la férule de Margaret Thatcher. Mais au cours de la dernière décennie, l'essor des catégories sociales qui s'étaient enrichies dans les années Thatcher s'est encore accentué grâce à la politique patronale des travaillistes, alors que, dans le même temps, la baisse des salaires réels a grossi les rangs des travailleurs pauvres. Ce phénomène est la conséquence d'une double politique des travaillistes: d'une part, l'encouragement donné à la précarisation du travail (le fameux «marché flexible du travail» dont se vante tant le ministre des Finances Gordon Brown); et d'autre part, sa politique de coercition contre les chômeurs, en particulier les parents célibataires, pour les contraindre à prendre le premier emploi précaire venu. Si bien qu'aujourd'hui, la Grande-Bretagne peut s'enorgueillir d'être la capitale européenne des bas salaires !

## **L'enfance en chiffres**

La mesure de la pauvreté infantile reflète avant tout le niveau des inégalités dans un pays donné. Mais les autres mesures de «bien-être» évaluées par l'Unicef fournissent d'autres illustrations concrètes des conséquences de la politique sociale menée sous Blair: pratiquement pour chacune d'entre elles, la Grande-Bretagne arrive en dernière position.

Par exemple, 33% des jeunes Anglais de 15 ans ne s'attendent pas à obtenir mieux qu'un emploi non qualifié, contre une moyenne de 25% dans l'ensemble de l'OCDE. La Grande-Bretagne a également l'une des plus faibles proportions de jeunes de 15 à 19 ans qui poursuivent des études, même à temps partiel. Seuls les Etats-Unis, le Portugal et la Nouvelle-Zélande sont plus mal placés.

S'agissant de leurs «bonnes relations» au sein de leurs familles ou avec leurs pairs, 77% des enfants britanniques sont considérés comme en difficulté – le plus mauvais chiffre de tous les pays de l'OCDE. Sous cet indice de «bonnes relations» se cachent des choses telles que le fait de prendre un repas avec sa famille plusieurs fois par semaine, de passer régulièrement du temps à converser avec un parent, ou encore de trouver les jeunes de son âge «amicaux et serviables». Et quoi d'étonnant au score de la Grande-Bretagne quand on sait que l'une des politiques «phares» de Blair – celle consistant à contraindre les parents célibataires à trouver du travail, sous peine de perdre leurs allocations sociales – affecte directement 47% des enfants pauvres.

En ce qui concerne ce que l'on appelle les «comportements à risques», consommation d'alcool ou de cannabis, par exemple, la situation en Grande-Bretagne est, là aussi, parmi les pires. Alors que dans la majorité des pays de l'OCDE, environ 15% des enfants de 11 à 15 ans disent s'être saoulés plus de deux fois dans les douze mois précédents, ce chiffre est de 33% en Grande-Bretagne. Et plus de 30% des jeunes Britanniques affirment avoir fumé du cannabis dans les douze derniers mois, contre 5% en Grèce et en Suède.

La Grande-Bretagne a le taux de grossesses juvéniles le plus élevé d'Europe. Et malgré les millions dépensés par le gouvernement Blair en campagnes destinées à essayer de réduire ce chiffre, il a encore progressé de 4% chez les adolescentes de moins de 16 ans en 2005 (le dernier chiffre disponible), ce qui constitue la plus forte augmentation de ces dix dernières années.

Quelques millions de livres ne pourraient suffire à résoudre un problème qui est avant tout social. Comme le remarque l'Unicef, les adolescentes qui ont de bons résultats scolaires et qui peuvent aspirer à mener une vie intéressante et épanouissante, entourées par une famille et des amis qui ont des aspirations similaires, tendent à considérer qu'avoir un enfant les empêchera d'atteindre leurs objectifs. La montée de la pauvreté dans la classe ouvrière britannique a conduit à ce qu'aujourd'hui 25% des jeunes filles de 15 à 19 ans n'estiment pas avoir de telles perspectives.

Quant à l'évaluation que les enfants font eux-mêmes de leur bien-être, ce sont là aussi les enfants britanniques qui affichent les scores les plus bas. Et il est raisonnable de penser que si un indicateur est significatif, c'est bien celui-là !

### **Des promesses pour la galerie**

Le rapport de l'Unicef constitue une dénonciation sans appel de la Grande-Bretagne de Blair. Comme le note l'introduction de ce rapport: «La véritable mesure de l'état d'une nation est donnée par la façon dont elle s'occupe de ses enfants – de leur santé et leur exposition aux dangers, de leur sécurité matérielle, de leur éducation et de leurs relations sociales, de leur sentiment d'être aimés, appréciés et d'être intégrés dans la famille et la société où ils sont nés.»

Mais bien entendu, s'il y a tant d'enfants pauvres en Grande-Bretagne aujourd'hui, cela traduit le fait qu'il y a encore plus d'adultes pauvres. Certes, cette montée de la pauvreté a commencé avant l'arrivée au pouvoir de Blair. De sorte qu'en 1997, 4,2 millions d'enfants, soit un tiers du total, vivaient dans des foyers dont le revenu se situait officiellement en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 60% du salaire médian.

Puis vint le gouvernement de Blair. Mais il faut rappeler que l'accession au pouvoir de Blair s'appuyait sur un consensus dans le monde des affaires, qui estimait que les conservateurs n'avaient plus ni l'autorité ni le crédit nécessaires dans l'électorat pour poursuivre la politique anti-ouvrière souhaitée par la bourgeoisie. Blair vint donc au pouvoir sur la base d'un «nouveau réalisme» qui ne faisait que refléter sa détermination à finir le travail entamé par ses prédécesseurs. Et c'est très précisément ce qu'il a fait.

La politique d'austérité de Blair au cours des deux premières années de son règne toucha durement les plus pauvres. Si bien qu'en 1999, face au mécontentement de ses propres électeurs, Blair se sentit obligé de faire un geste en annonçant qu'il allait s'attaquer à la pauvreté affectant un tiers des enfants du pays.

En mars 1999, Blair fit donc cette annonce grandiose: «L'objectif historique de notre génération sera d'être la première à en finir une fois pour toutes avec la pauvreté infantile, et cela prendra toute une génération. C'est une mission sur vingt ans, mais je crois qu'elle peut être remplie.»

Il prit donc l'engagement, au nom de son gouvernement, de réduire la pauvreté infantile d'un quart dans les cinq ans et de moitié dans les dix ans. Quant à «en finir» avec elle, c'était prévu pour 2020.

Néanmoins, cinq ans plus tard, il y avait encore 3,5 millions d'enfants pauvres. Autrement dit, 700 000 enfants seulement avaient été «arrachés à la pauvreté relative», soit 300 000 de moins que l'objectif fixé. Et depuis, c'est à ce niveau que les choses en sont restées: 27% des enfants vivent toujours dans des foyers dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté officiel.

Sans doute ce chiffre, aussi mauvais soit-il, est inférieur au pic de 33% atteint en 1997. Mais il ne dit rien sur la tendance générale de l'évolution. Or, si on regarde le rapport précédent de l'Unicef, on constate qu'en 2005 la Grande-Bretagne y occupait la 16<sup>e</sup> place dans l'OCDE – devant l'Irlande, les Etats-Unis et le Mexique, qui avait été intégré à l'étude cette année-là et fut classé dernier. Autrement dit, Blair et Brown ont réussi la prouesse d'aggraver la pauvreté infantile au cours des douze mois qui séparent ces deux rapports ! Cela augure mal de la suite...

### **La réduction des dépenses sociales**

Tout cela se passe alors que pourtant, depuis des années, Blair et Brown chantent les vertus de leur «succès économique».

Dans l'un de ses derniers discours budgétaires, en décembre 2006, Gordon Brown déclarait: «Nous traversons aujourd'hui la plus longue période de croissance continue, non seulement de notre histoire mais de celle des principales économies (Etats-Unis, France, Allemagne, Japon) depuis la Seconde Guerre mondiale. (...) Il y a dix ans, la Grande-Bretagne était au septième rang du G7 en termes de revenu national par habitant. Au cours des deux dernières années, seuls les Etats-Unis

nous ont dépassés. Notre pays n'a jamais connu de décennie où la croissance de la richesse privée britannique ait été aussi rapide – près de 60%.»

Effectivement, la politique de Brown en faveur des riches a entraîné un gonflement de leurs actifs réels, d'ailleurs bien supérieur à 60% en dix ans. Il en parle comme s'il s'agissait de la richesse du «pays» – alors qu'il s'agit en fait de la fortune d'un petit groupe d'individus extrêmement riches.

Il est vrai que, grâce à l'accumulation de richesses au sommet, les salaires des managers de la City et des cadres supérieurs et moyens tirent le «salaire médian» vers le haut. C'est ainsi que l'Office britannique de la statistique (ONS) évalue ce «salaire médian» à 2 880 € par mois pour les salariés à temps plein. Mais ce chiffre relativement élevé cache en fait un creusement de l'écart entre les 10% du haut et les 10% du bas, écart qui est aujourd'hui de un à quatre. Mais surtout, ces chiffres ne tiennent compte ni des chômeurs, semi-chômeurs et autres temps partiels, ni des retraités.

Outre le creusement des inégalités sociales, le rapport de l'Unicef note que l'un des principaux facteurs d'aggravation de la pauvreté infantile réside dans la réduction des dépenses sociales de l'Etat.

Il n'est pas inutile à cet égard de citer une publication de la CIA américaine, le *CIA World Factbook*, qui décrit la Grande-Bretagne en 2006 comme «une grande puissance commerciale et financière, (...) l'une des cinq économies d'Europe occidentale dont la richesse se chiffre en milliers de milliards de dollars. Dans les deux dernières décennies, le gouvernement a réduit de façon importante le poids de la propriété étatique et freiné la croissance des programmes sociaux. (...) L'économie britannique est l'une des plus fortes en Europe; l'inflation, les taux d'intérêt et le chômage y restent bas.»

Il n'y a bien sûr rien de surprenant à ce que les experts de la CIA mesurent la «force» de l'économie britannique sur la base des mesures de privatisation et d'austérité au détriment des budgets sociaux prises par Brown. Evidemment, ce ne sont pas les termes que celui-ci emploie. Il se targue au contraire d'avoir réalisé des progrès sans précédent sur le plan social, en mettant en place un «partenariat» entre les secteurs public et privé. Et il ajoute: «Au milieu des années 90, 75% des dépenses publiques nouvellement inscrites au budget allaient encore au service de la dette et au financement des allocations sociales. Aujourd'hui, cette proportion est tombée à moins de 20% et ces économies servent à s'assurer que les services fournis sur le terrain disposent des ressources nécessaires.»

Voire. Car, comme l'ont constaté, par exemple, les chômeurs, des services tels que ceux des ANPE ont bel et bien disparu sur le terrain. Le Child Poverty Action Group (qui lutte contre la pauvreté infantile) a dénoncé, dans un rapport de septembre 2006, les effets de la réorganisation du ministère de l'Emploi et des 15 000 suppressions d'emplois qui l'ont accompagnée. Entre autres choses, cette réorganisation a amené la mise en place de l'inscription au chômage par téléphone. Or seules un petit nombre d'ANPE disposent de numéros de téléphone gratuits. De toute façon, nombre de chômeurs n'ont pas d'autre téléphone qu'un portable et ils ne peuvent guère se permettre le coût prohibitif que les opérateurs de téléphonie mobile font payer pour de longues communications. Ce nouveau système a entraîné des retards scandaleux dans le paiement des allocations sociales, pouvant atteindre six mois ou plus – et cela, alors que l'allocation chômage n'est versée que pour un maximum de six mois !

Au lieu d'améliorer les services sur le terrain, ces économies ne font qu'aggraver la situation des plus pauvres.

### **La dégradation du niveau de vie des travailleurs**

S'appuyant sur des études prétendument «indépendantes», dont celles d'une officine pro-gouvernementale comme l'Institut d'études fiscales (IFS), le gouvernement prétend avoir réduit la pauvreté au cours des quatre dernières années. Selon lui, les écarts entre pays de l'OCDE ne sont dus qu'à des techniques statistiques différentes ! Mais, l'IFS doit lui-même reconnaître qu'en utilisant ses propres méthodes, il a constaté que les inégalités se sont creusées entre 1997 et 2002 – année où elles ont atteint leur plus haut niveau depuis 1961. Depuis 2002, l'IFS estime que les inégalités ont diminué, mais seulement pour revenir à leur niveau de 1997 !

Mais y a-t-il là de quoi se vanter quand, dans des régions entières, le taux de chômage atteint 36% ? Ou lorsque 11,4 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté ? Et si ce chiffre est «en baisse» par rapport aux 13,8 millions de pauvres comptabilisés en 1996-1997, il n'en correspond pas moins à près de 20% de la population ! Qui plus est, la pauvreté parmi les adultes sans enfants mais en âge de travailler a augmenté de 1% par rapport à son niveau de 1997.

Tout cela n'empêche pas Brown d'affirmer: «Aujourd'hui, la proportion des personnes en âge de travailler qui occupent un emploi est plus grande en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, au Japon, en Allemagne, en France et dans l'ensemble de la zone euro.» Et il entend aller encore plus loin dans ce sens, en contraignant plus de chômeurs à prendre n'importe quel pseudo-emploi – ce qui ne fera rien pour réduire la pauvreté.

Quant au fait que les responsables syndicaux du TUC (Trade Union Congress) continuent à encenser les travaillistes pour avoir instauré le salaire minimum, cela défie l'entendement. Car à son niveau actuel de 8,77 € de l'heure, il n'assure qu'un revenu équivalent à 87% du seuil de pauvreté,

sur la base d'un temps plein à 40 heures par semaine ! Et encore, seulement pour les travailleurs de 22 ans et plus. Car, sur la même base, les plus jeunes doivent se contenter de 48% du seuil de pauvreté jusqu'à 18 ans et de 63% jusqu'à 21 ans. Bien sûr, ces chiffres ne tiennent aucun compte de l'incidence du temps partiel, particulièrement répandu parmi les très bas salaires. Ce salaire minimum est si notoirement insuffisant qu'un employeur comme l'administration du Grand Londres a fixé son propre salaire minimum à 10,50 € de l'heure !

Le TUC est d'ailleurs bien obligé d'admettre que le salaire minimum est encore très loin du «seuil de décence» défini par le Conseil de l'Europe – seuil fixé aujourd'hui à 68% du salaire moyen, ce qui signifierait un taux horaire de 14 € en Grande-Bretagne !

De toute façon, faute de contrôle, le salaire minimum n'est pas toujours respecté, surtout dans le cas de salaires payés de la main à la main. C'est ainsi qu'une enquête de l'Institut national de la statistique estimait que, au printemps 2006, 360 000 emplois étaient rémunérés en dessous du salaire minimum. Cette même enquête indiquait que les travailleurs à temps partiel avaient trois fois plus de risques d'être payés en dessous du salaire minimum que ceux travaillant à plein temps. Or, aujourd'hui, 25% des emplois sont à temps partiel.

Tout en prétendant protéger les salaires, le gouvernement fait tout pour les pousser vers le bas: de l'exonération des charges sociales sur les salaires inférieurs à un certain niveau, à l'exemption du salaire minimum sous couvert de «formation», en passant par le droit qu'ont les patrons de déduire des «frais» divers dans le calcul du salaire minimum applicable.

Les emplois à temps plein étant rares, beaucoup de travailleurs sont contraints de prendre plusieurs emplois à temps partiel sous-payés pour avoir un revenu tolérable. D'autant que la seule façon pour un célibataire sans enfant de bénéficier d'une quelconque aide sociale est de travailler au moins 30 heures par semaine – ce qui nécessite pour beaucoup d'avoir au moins deux emplois, et souvent plus.

Selon le TUC, la tendance à la précarisation se serait ralentie et il n'y aurait aujourd'hui «que» 1,4 million d'emplois temporaires (équivalents des CDD en France) – soit 6% du total. Mais, il faut y ajouter 1% d'interimaires, soit environ 280 000 travailleurs qui ne bénéficient même pas des droits limités des travailleurs temporaires.

Mais encore plus bas dans l'échelle de la pauvreté, on trouve 5,5 millions de familles avec enfants qui sont tributaires de crédits d'impôts destinés aux familles à très bas revenus, ou d'allocations équivalentes destinées aux chômeurs. Or, le calcul du crédit d'impôt (baptisé ainsi par les travaillistes pour ne pas parler d'allocation sociale) est si compliqué et dépend de tant de facteurs que nombre d'ayants droit n'en font même pas la demande, alors que d'autres se voient régulièrement sommés de rembourser des trop-perçus, dès lors que leur revenu subit une augmentation, même minime.

De toute façon, ce crédit d'impôt que le gouvernement présente volontiers comme l'une de ses grandes réalisations, se monte, dans le meilleur des cas, à un maximum de 208 € par mois. Et pour qu'une famille ait droit à cette somme grandiose, encore faut-il que son revenu mensuel ne dépasse pas 645 € – à peine plus de 50% du seuil de pauvreté, c'est-à-dire tout juste de quoi crever de faim !

En fait, non seulement le système d'aides sociales introduit par les travaillistes est dérisoire, mais en plus c'est un leurre. Même l'IFS déjà cité est contraint d'admettre que, depuis l'arrivée des travaillistes au pouvoir, les bénéficiaires de cette aide sociale ont vu leur montant réduit, en moyenne, d'un montant équivalent à 2,5% du total de leurs revenus salariés. Cela revient à dire que, pour les catégories les plus pauvres de la classe ouvrière, le fait de travailler plus ne garantit pas un revenu plus élevé. Ce «piège de la pauvreté» contredit de façon flagrante les vantardises de Brown prétendant que son système de crédit d'impôt «tire les pauvres de leur pauvreté». Au point d'ailleurs, que l'Institut d'études fiscales, tout en recommandant la poursuite de la politique engagée, reconnaît que, pour empêcher les inégalités d'augmenter par le biais de ce «piège de la pauvreté», «il faudra de nouvelles dépenses, financées par de nouveaux emprunts, une augmentation des prélèvements fiscaux ou une redéfinition des priorités budgétaires». Taxer les riches ? Cela ne fait pas partie de la politique de Brown !

### **Le sort peu enviable des aînés**

En fait, les seuls qui auraient un peu bénéficié de la politique de Brown seraient les plus pauvres parmi les familles ayant des enfants. Le fait que le maximum de l'allocation versée par enfant a augmenté de 137% depuis 1997 a peut-être permis de faire remonter le revenu de ces familles d'un modeste échelon. Mais cela n'a rien changé au sort de la majorité des foyers pauvres ni au poids de la pauvreté en général.

Le gouvernement se vante aussi d'avoir amélioré la situation des personnes âgées depuis 1997, année où 2,8 millions d'entre elles vivaient en dessous du seuil de pauvreté. D'après les chiffres officiels, 1 million de retraités auraient été «sortis de la pauvreté» depuis. Mais cela signifie tout de même que, du propre aveu du gouvernement, 1,8 million de personnes âgées vivent encore en dessous du seuil de pauvreté.

D'après l'IFS, les retraités seraient «la classe d'âge qui a connu la plus forte hausse de ses revenus». Et cela, exclusivement grâce aux innovations de Brown, comme le crédit d'impôt destiné aux retraités et la prise en charge partielle de leurs dépenses de chauffage en hiver.

Mais il y a un détail dont l'Institut se garde de tenir compte: il omet de mentionner tout ce qui était jusque-là gratuit et que les retraités doivent maintenant payer, mais aussi tout ce qui a augmenté, parfois dans des proportions importantes. Par exemple, la plupart des retraités doivent maintenant payer s'ils ont besoin d'une aide à domicile, ou s'en passer (auparavant, c'était un service fourni gratuitement aux retraités pauvres par les municipalités). Les impôts locaux dont ils sont redevables ont considérablement augmenté (parfois de 40% pour la seule année écoulée), au point que, selon un sondage récent, 26% des plus de 65 ans ont dû restreindre leurs dépenses courantes ou emprunter pour les payer.

En fait, en basant le taux de pauvreté sur la consommation des ménages (et non sur leur revenu relatif, comme le fait le gouvernement), la fondation caritative Joseph Rowntree a montré qu'entre 1997 et 2003, la pauvreté a augmenté de 11% dans l'ensemble de la population et qu'elle est restée au même niveau chez les retraités. On comprend pourquoi Brown se garde bien d'utiliser un tel index, même s'il donne une mesure plus fidèle du niveau réel de la pauvreté.

D'autant que, avec ou sans aide de l'Etat pour payer leurs factures de chauffage, les retraités ont vu le montant de l'ensemble de leurs factures domestiques – fuel, électricité, gaz et eau – s'envoler (20% en moyenne pour la seule année écoulée). Tout coûte maintenant plus cher. Une fois les factures payées, on estime qu'il ne reste aux retraités les plus pauvres qu'à peine 389 € par mois pour vivre.

Les chiffres officiels cités par le gouvernement pour démontrer l'amélioration du niveau de vie des retraités sous les travaillistes relèvent donc du mensonge pur et simple. Mais n'est-ce pas là justement la fonction des statistiques officielles ?

### **La classe ouvrière étranglée par les dettes**

Evidemment, l'aggravation de la pauvreté due à la hausse du coût de la vie ne touche pas que les retraités, mais bien l'ensemble de la classe ouvrière. Par exemple, l'organisme de régulation des industries énergétiques, Ofgem, a estimé que, suite aux récentes hausses de prix du gaz et de l'électricité, pas moins de quatre millions de ménages sont en situation de «pauvreté énergétique» – c'est-à-dire qu'ils consacrent plus de 10% de leur revenu à payer leurs factures, simplement pour chauffer leur logement.

Ce qui est vrai des factures d'électricité l'est aussi de bien d'autres dépenses. 15 000 foyers ont été dans l'impossibilité de rembourser le moindre penny sur leur emprunt immobilier dans les douze derniers mois. Et 8,3 millions de lettres de mise en demeure ont été envoyées à des ménages pour non-paiement de leurs factures d'eau.

Mais qu'importe pour la bourgeoisie britannique. Elle, qui regorge de liquidités, est disposée à en prêter un peu aux travailleurs en difficulté, à prix d'or bien sûr, pour que ceux-ci puissent quand même acheter et générer des profits pour les actionnaires. Et, grâce à la déréglementation du secteur financier, qui a pratiquement libéré de toute contrainte les prêteurs, le capital financier, petit et gros, peut passer le nœud coulant de l'endettement autour du cou des travailleurs.

Et de fait, c'est cette possibilité de «vie à crédit» qui distingue surtout la «riche Grande-Bretagne» des pays les plus pauvres de l'OCDE. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne compte pour un tiers de toutes les dettes personnelles non immobilières contractées en Europe occidentale ! La dette du citoyen britannique moyen est deux fois plus élevée que la moyenne du reste de l'Europe occidentale.

Fin décembre 2006, cet endettement atteignait le montant fantastique de 1 935 milliards d'euros. Si on ajoute les dettes immobilières, le total s'alourdit de 1 500 milliards. La dette moyenne des ménages est aujourd'hui de 13 186 € hors crédits immobiliers et de 79 989 en comptant ces crédits ! Inutile de dire qu'à un tel niveau, les incidents de paiement sont fréquents: au dernier trimestre 2006, les organismes de crédit ont entamé 34 626 procédures de saisie-expropriation pour défaut de paiement sur des crédits immobiliers, soit 15% de plus qu'en 2005.

Quant à la dette relative aux cartes de crédit, elle s'élevait à 82,35 milliards d'euros en décembre 2006. Et comme le taux d'intérêt appliqué est de 16,84%, 3,4 millions de titulaires ne remboursent que les mensualités minimales, c'est-à-dire les intérêts. Mais cela n'a pas empêché les institutions de crédit d'envoyer, pour la seule année 2005, 27 courriers publicitaires pour chaque adulte britannique, afin de les inciter à contracter de nouveaux emprunts ou de prendre une nouvelle carte de crédit ! Durant cette même année, 183 millions de cartes de crédit ont été émises, soit quatre cartes pour chaque adulte !

Mais ce qui est scandaleux dans le cercle vicieux de l'endettement, c'est que ce sont bien souvent les plus pauvres qui se trouvent pris au piège, avec tous les drames personnels qui peuvent en résulter.

### **Criminaliser les enfants**

Un indicateur qui n'est pas mentionné dans le rapport de l'Unicef sur le bien-être des enfants, et qui en dit probablement plus sur la pauvreté et la détresse sociale de la jeunesse, c'est la population carcérale.

Ces derniers mois, les médias britanniques se sont à nouveau penchés sur le scandale des prisons surpeuplées et sur le fait que la Grande-Bretagne a la population carcérale la plus nombreuse d'Europe occidentale. En outre, elle détient le record du nombre de mineurs incarcérés.

Selon le rapport comparatif le plus récent du Conseil de l'Europe à ce sujet, en 2002, 2 937 mineurs étaient emprisonnés en Grande-Bretagne (hors Irlande du Nord), soit une augmentation de 12% par rapport à 2000. Ce chiffre était de 834 en Allemagne, de 688 en France, de 13 en Norvège et de zéro en Suède.

Au cours de l'année 2006, 190 000 mineurs sont passés devant les tribunaux. Parmi eux, 7 600 ont été condamnés à des peines de prison. En février 2007, le nombre de mineurs incarcérés a atteint le niveau record de 3 350, soit une nouvelle augmentation de 14% par rapport à 2002.

Face aux problèmes croissants de surpeuplement dans les prisons, à partir de 1998, le gouvernement a multiplié les «centres d'éducation sécurisés», qui sont bien plus des prisons pour jeunes que des centres d'éducation. Un certain nombre de ces centres sont gérés par l'entreprise Rebound, une filiale du géant du transport de fonds Group4. Des enfants de 12 ans peuvent y être placés. C'est dans un de ces centres qu'un garçon de 15 ans est mort en 2004, 3 jours après avoir été condamné à une peine de 12 mois. Trois gardiens l'ont étouffé en utilisant une technique d'immobilisation qui avait alors l'agrément du ministère de l'Intérieur.

Dans le cadre de leur politique de «tolérance zéro» à l'égard des mineurs, les travaillistes ont introduit un système d'ordonnances, connues sous le nom d'ASBO, qui permettent de placer des jeunes sous contrôle policier en limitant leur liberté de mouvement sans les incarcérer. Dès la première année de leur introduction, en 2004, 2 500 ASBO furent émis contre des jeunes, dont 80 avaient moins de 12 ans. En juillet 2005, une loi est venue supprimer l'anonymat des enfants qui enfreignent les termes de leur ASBO, permettant par là même la publication de leur nom dans la presse sous prétexte de «leur faire honte».

Mais c'est sans doute en matière d'âge de responsabilité pénale que la politique de l'Etat britannique est la plus choquante, car il est, et de très loin, le plus bas d'Europe. En Ecosse, un enfant est pénalement responsable de ses actes à partir de 8 ans, et à partir de 10 ans dans le reste de la Grande-Bretagne. En 1998, le gouvernement Blair a même aggravé la situation à cet égard, par une loi qui interdit à la défense d'invoquer l'immatunité d'un inculpé de moins de 14 ans comme circonstance atténuante.

C'est ainsi que les travaillistes ont créé un climat dans lequel les jeunes des quartiers pauvres se trouvent de plus en plus traités en criminels par la société.

### **L'explosion des profits**

Rien ne peut contraster plus avec toute cette pauvreté que l'accumulation des bénéfices colossaux annoncés par les grandes entreprises au cours du mois de février 2007. Si ces annonces montrent quelque chose, c'est bien que la situation n'a jamais été aussi favorable au capital britannique.

A en croire une estimation publiée par l'hebdomadaire d'affaires *The Business*, les entreprises du FTSE100 (les cent plus grosses entreprises par la capitalisation boursière sur le marché de Londres) auraient fait, en 2006, un bénéfice net total de 210 milliards d'euros. Comme le note ce journal, ce montant «équivalait à l'ensemble de la production nationale d'un pays comme la Suède ou l'Autriche».

Pour comparer cette somme colossale à quelque chose de plus familier, elle équivalait à 93% de l'ensemble des dépenses du budget 2006 affectées aux allocations sociales et aux retraites. Mais pour relativiser ce parallèle, il faut souligner que si ces dépenses budgétaires assurent des ressources vitales, bien que notoirement insuffisantes, à plus de dix millions d'allocataires pauvres, les profits des entreprises du FTSE100 sont, eux, contrôlés par quelques dizaines de milliers de très riches individus. Et cela donne la mesure du parasitisme de la petite minorité de capitalistes qui contrôlent les moyens de production dans cette société.

Le même hebdomadaire fournit quelques éléments de comparaison avec les années précédentes. Tout d'abord, il note que les bénéfices de ces entreprises sont en augmentation de 28% par rapport à l'année précédente. Et pourtant, de ce point de vue, 2006 est considérée comme une année «médiocre», car au cours des trois années précédentes la progression des bénéfices de ces entreprises avait été bien supérieure: 71% en 2003, 107% en 2004 et 57% en 2005. En d'autres termes, ces bénéfices sont aujourd'hui plus de sept fois supérieurs à ce qu'ils étaient en 2002 !

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que l'index des actions des entreprises du FTSE100 ait battu un record absolu en février en dépassant son précédent record, atteint au plus haut de la bulle spéculative des valeurs technologiques en 2000 ?

Parmi ces grandes entreprises figurent en première ligne, juste derrière une poignée de géants pétroliers et miniers, les six plus grandes banques britanniques: HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays, Lloyds-TSB, Halifax-Bank of Scotland et Standard Chartered. Ensemble, ces six banques

affichent un bénéfice brut (avant impôt) de 58 milliards d'euros, en augmentation de 11 à 35% suivant la banque.

Cette année, toutes ces banques ont fait des provisions exceptionnelles inhabituelles pour «dettes douteuses». Même s'il s'agit d'une astuce habituelle pour réduire le montant de leurs impôts, on peut également penser que l'augmentation colossale de l'endettement des ménages – dont ces banques contrôlent une grande partie directement ou indirectement – y est également pour quelque chose. Quoi qu'il en soit, ces provisions, qui s'élèvent à 15 milliards d'euros, viennent s'ajouter à leurs bénéfices bruts. De sorte que l'on peut parler d'un bénéfice combiné de 73 milliards, soit l'équivalent des deux tiers de tout ce que l'Etat a dépensé en 2006 pour l'éducation de 15 millions de jeunes !

### **Inverser le cours des choses**

L'explosion des profits des grandes entreprises est un phénomène qui a commencé à la fin des années 80 et qui s'est poursuivi depuis, hormis de courtes interruptions consécutives aux crises boursières de 1987, 1997 et 2000-2001. Avec les réductions d'impôts introduites d'abord par les conservateurs puis consolidées par les travaillistes, elle a alimenté l'enrichissement d'une infime couche de super-riches, en même temps qu'elle alimentait l'appauvrissement d'une fraction croissante de la classe ouvrière.

Selon le Trésor public britannique, 24 000 contribuables gagneront 750 millions d'euros et plus, dans l'année fiscale en cours. Parmi eux, la fortune des 1 000 contribuables les plus riches a augmenté de 600% au cours des quinze dernières années. Et il y a maintenant 54 milliardaires (en livres sterling), c'est-à-dire plus qu'il n'y avait de millionnaires, il y a cinquante ans. Il faut dire que ce nombre inclut quelques magnats étrangers, venus s'installer en Grande-Bretagne pour bénéficier de son climat... de paradis fiscal. Et pour cause: sur leur fortune combinée, évaluée à près de 200 milliards d'euros, ces 54 milliardaires n'ont payé en tout et pour tout que cent millions d'impôts l'an dernier !

L'énormité des profits des grandes entreprises est bien la preuve éclatante que la dégradation actuelle des conditions de vie de la population laborieuse, et en particulier l'augmentation de la pauvreté, pourraient être inversées, en utilisant ces profits à des fins utiles à l'ensemble de la société, au lieu d'être thésaurisés, convertis en produits de luxe ou utilisés pour huiler les rouages d'une machine financière spéculative dont le parasitisme constitue une menace permanente pour l'économie et la société.

A cet égard, un exemple peut être plus parlant que bien des raisonnements. Au début février, JP Garnier, PDG du plus gros groupe pharmaceutique britannique, GlaxoSmithKline, accompagnait l'annonce des bénéfices de cette entreprise du commentaire suivant: «Nous restructurons en permanence. Cette année, nous avons consacré 300 millions d'euros à restructurer.» Effectivement, cette entreprise immensément profitable a liquidé 6 700 emplois et fermé 28 usines au cours des cinq années écoulées. Moyennant quoi, ce Mr Garnier peut se targuer d'avoir «fait» 11,2 milliards d'euros de bénéfices en 2006, soit une progression de 19%. Mais que représentent les 1,8 milliard d'euros supplémentaires encaissés pour la seule année 2006 par GlaxoSmithKline ? Pour les 6 700 salariés jetés à la rue par le groupe au cours des cinq ans écoulés, cela représente de quoi leur assurer à tous un salaire mensuel de 3 200 € pendant sept ans ! Et cela sans même réduire les bénéfices du groupe, ni écorner les dividendes des actionnaires !

C'est dire tout ce qui pourrait être fait, simplement en écrémant les super-profits des grandes entreprises pour répondre aux besoins les plus urgents de la population laborieuse, que ce soit pour créer des emplois – car les grandes entreprises ne s'en servent pas pour créer des emplois, mais tout au plus pour en supprimer sous prétexte de restructuration –, pour payer des salaires décents, en finir avec la précarisation du travail ou résoudre la crise chronique du logement que subit la classe ouvrière. Du coup, oui, il serait enfin possible de faire reculer la pauvreté. Mais cela, c'est la mobilisation du monde du travail qui le réalisera, et elle seule.

*Class struggle*, 4 mars 2007